Mexique : le sexennat de l'impunité

Il manque à peine trois mois et quelques jours pour la fin du mandat du président sortant du Mexique, Enrique Peña Nieto, du Parti Révolutionnaire Institutionnel et l'on fait déjà des bilans sur les résultats de sa gestion qui, selon plusieurs analystes, a des facteurs assez négatifs, en particulier en matière des droits de l'homme dont la violation a marqué ces 6 dernières années.

Plusieurs organisations ont présenté récemment un rapport détaillé sur cette situation et dont le titre est un reflet de tout ce qu'ont vécu les Mexicains : Défendre les droits humains au Mexique ; le sexennat de l'impunité.

Le rapport précise que depuis le 1er décembre 2012, date de la prise de possession d'Enrique Peña Nieto, jusqu'au 31 mai de cette année, 1743 agressions de divers type ont été commises contre des activistes humanitaires dont des menaces, des attaques physiques, des arrestations arbitraires, des disparitions et des exécutions extrajudiciaires.

L'un des paradoxes les plus terribles du gouvernement dont le mandat est sur le point de se terminer est que les garanties fondamentales de dizaines ou de centaines de milliers de personnes ont non seulement été violées mais qu'une hostilité systématique envers les défenseurs des droits humains s'est maintenue et la majorité des crimes restent dans l'impunité.

Jan Jarab, représentant au Mexique du Bureau du Haut Commissariat de l'ONU pour les droits de l'Homme, a affirmé que le message de l'exécutif à la société est qu'agresser les activistes ne coûte rien et que c'est une garantie de répétition.

C'est un problème qui affecte aussi d'autres importants secteurs du pays dont les journalistes, les leaders de communautés indiennes, les étudiants, les défenseurs de la protection de l'environnement et du territoire qui ont été la cible d'attaques et dont les auteurs n'ont jamais été poursuivis en justice.

Depuis décembre 2015, 45 communicateurs ont été assassinés dans différents endroits du pays et, jusqu'à présent, dans aucun cas, les auteurs matériels ou intellectuels n'ont été identifiés, jugés et condamnés.

Il faut joindre à la liste la disparition, dans les mains d'agents de la police, de 43 normaliens du district d'Ayotzinapa, dans l'état de Guerrero, dont on commémorera le mois prochain le 4 anniversaire. Leurs parents n'ont jusqu'à présent reçu aucune explication crédible sur leur sort.

Il y a eu aussi une augmentation du nombre de personnes qui ont dénoncé différents types de mauvais traitements au cours de leur arrestation arbitraire.

En mars 2017, le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Jan Jarab, a signalé qu'au Mexique il s'agit d'une pratique généralisée.

Jan Jarab a appelé le président élu du Mexique Andrés Manuel López Obrador à mettre un point final à ce problème et pour ce faire,a-t-il indiqué, le premier acte doit consister à reconnaître le fait qu'aussi bien les violations des droits humains que l'impunité dans laquelle vivent les coupables existent réellement dans ce pays.

La vérité et la justice sont des éléments indispensables pour commencer à panser les blessures dans un pays fracturé par une violence inusitée et par l'obstination des autorités à tourner le regard pour ne pas faire face aux causes et pour ne pas chercher le remède.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/170259-mexique-le-sexennat-de-limpunite

Radio Habana Cuba